

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



TVA : Les enjeux des nouvelles règles de territorialité des services et de remboursement de la TVA étrangère applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2010

## Plan des interventions

- Aperçu général du nouveau régime de territorialité des prestations de services, présenté par Elisabeth Ashworth
- Exposé débat avec Marc Wolf, Jean-Marc Valès et Maité Gabet autour de thèmes essentiels à la maîtrise des nouvelles règles en B to B :
  - La notion d'assujetti et le rôle de l'identification, Ariane Beetschen
  - Siège et établissement stable, Muriel Lautré-Goasguen
  - Les exonérations, Ariane Beetschen
  - Désignation du redevable, Muriel Lautré-Goasguen
  - Exigibilité de la TVA et facturation, Elisabeth Ashworth
  - Déclaration de TVA et Déclaration européenne de services, Gaëtan Berger-Picq
  - Lutte contre la fraude, Elisabeth Ashworth
- Les nouvelles règles de remboursement de la TVA aux entreprises étrangères, Jean-Marc Valès

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



Aperçu général du nouveau régime de territorialité  
des prestations de services

Elisabeth Ashworth

## Les nouvelles règles

- ▶ Le lieu d'imposition des services est en principe situé au lieu d'établissement du preneur s'il est assujetti à la TVA (« B to B »)
- ▶ Tandis qu'il demeure au lieu d'établissement du prestataire lorsque le preneur n'est pas un assujetti (« B to C »)
- ▶ Ces règles comportent de nombreuses exceptions

## B to B : les nouvelles règles générales (1/5)

- Exposé de la règle générale en « B to B »
- Le lieu d'imposition est le lieu d'établissement du preneur :
  - pour les achats de services effectués par les assujettis
  - mais également par les personnes morales non assujetties identifiées à la TVA
  - y compris pour les achats de services qu'un assujetti partiel acquiert pour les besoins de ses activités non imposables
  - la règle ne s'applique pas aux services acquis pour les besoins privés d'un assujetti (ou d'une personne morale non assujettie identifiée) ou de son personnel (n'agissant pas « en tant que tel » :
    - dans ce cas, l'achat du service est régi par les règles de « B to C »)
- Le lieu d'établissement du preneur peut être :
  - le lieu où se situe le siège de son activité
  - ou un établissement stable situé dans un autre Etat

## B to B : les nouvelles règles générales (2/5)

### ► Précisions :

- Le critère du lieu d'établissement du preneur assujetti s'applique quel que soit le lieu d'établissement du prestataire (UE et hors UE)
- La règle comporte des exceptions concernant certains services limitativement énumérés

## B to B : les nouvelles règles générales (3/5)

- Redevable de la TVA
- Lorsque le service est imposable suivant la règle générale, c'est le **preneur** qui est **redevable** de la TVA **si le prestataire n'est pas établi dans l'EM où le service est imposable**
- Même s'il dispose d'un établissement stable dans l'Etat membre où le service est imposable, le prestataire est considéré comme n'étant pas établi dans cet Etat si l'établissement stable ne participe pas à l'opération
- En revanche, si l'établissement stable participe à l'opération, c'est lui qui est le redevable de la TVA

## B to B : les nouvelles règles générales (4/5)

- ▶ Obligations déclaratives du preneur du service lorsqu'il reçoit un service taxable de la part d'un prestataire établi à l'étranger (UE et hors UE)
  - **Identification obligatoire** (y compris pour un assujetti exonéré ou sous le seuil de la franchise)
  - Liquidation et déclaration de la taxe sur CA3 au moment de l'exigibilité qui intervient obligatoirement lors du fait générateur (réalisation de la prestation) ou de l'encaissement des acomptes (règles particulières pour les prestations continues)

## B to B : les nouvelles règles générales (5/5)

- Obligations déclaratives du prestataire de services lorsqu'il rend un service taxable à un client établi dans un autre Etat membre de la Communauté
  - Identification obligatoire (y compris pour un assujetti exonéré ou sous le seuil de la franchise)
  - Mentions spécifiques sur la facture
  - Déclaration européenne de services (DES) :
    - obligatoire pour tout prestataire
    - périodicité mensuelle
    - support électronique obligatoire sauf TPE
    - déclaration du montant total des services taxables rendus à chaque client assujetti établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne à l'exception des services qui sont exonérés dans l'Etat membre d'imposition
    - sanctions identiques à celles applicables pour la DEB (art.1788A)

## B to B : les exceptions (1/2)

- La règle générale et les obligations qui en résultent ne s'appliquent pas aux services suivants :
  - **Services rattachés à un immeuble** (lieu de situation de l'immeuble)
  - Transport de passagers (endroit où s'effectue le transport à raison des distances parcourues)
  - Prestations ayant pour objet des activités culturelles, artistiques, sportives, scientifiques, éducatives, de divertissement ou similaires telles les foires et expositions (lieu d'exercice matériel de l'activité ; attention, à partir du 1er janvier 2011, les services autres que l'accès aux activités seront régis par la règle générale)

## B to B : les exceptions (2/2)

- La règle générale et les obligations qui en résultent ne s'appliquent pas aux services suivants :
  - **Services de vente à consommer sur place** (lieu d'exécution matérielle ou lieu du départ du transport de passagers si le service est rendu à bord d'un moyen de transport au cours d'un transport interne à l'UE)
  - **Location de courte durée de moyens de transport** (lieu où le moyen de transport est effectivement mis à disposition)
  - **Remarque** : deviennent notamment soumis à la règle générale : les services des intermédiaires transparents, les prestations de transport de biens et les services accessoires à ces transports, les expertises sur biens meubles corporels, les prestations immatérielles...

## B to C : règles générales

- ▶ La règle générale n'est pas modifiée :
  - imposition au lieu où est établi le prestataire
    - Quel que soit le lieu d'établissement du preneur (France, UE ou hors UE)
    - Sont concernés les particuliers, les personnes morales de droit public non identifiées et les assujettis lorsque le service est acquis pour leurs besoins privés ou ceux de leur personnel (assujetti n'agissant pas « en tant que tel »)

## B to C : les exceptions (1/8)

- ▶ Exceptions communes « B to B » et « B to C » (1/2)
  - **Services rattachés à un immeuble** (lieu de situation de l'immeuble)
  - **Transport de passagers** (endroit où s'effectue le transport à raison des distances parcourues)
  - Prestations ayant pour objet des **activités culturelles, artistiques, sportives, scientifiques, éducatives, de divertissement ou similaires telles les foires et expositions** (lieu d'exercice matériel de l'activité).
  - Attention : aucune modification au 1<sup>er</sup> janvier 2011

## B to C : les exceptions (2/8)

- ▶ Exceptions communes « B to B » et « B to C » (2/2)
  - **Services de vente à consommer sur place** (lieu d'exécution matérielle ou lieu du départ du transport de passagers si le service est rendu à bord d'un moyen de transport au cours d'un transport interne à l'UE)
  - **Location de courte durée de moyens de transport** (lieu où le moyen de transport est effectivement mis à disposition)

## B to C : les exceptions (3/8)

- ▶ Exceptions applicables aux seules opérations en « B to C » (1/6)
  - **Services des intermédiaires transparents** (pays où est effectuée l'opération principale)
  - **Transport de biens** (lieu de départ du transport pour le transport intracommunautaire et endroit où s'effectue le transport en fonction des distances parcourues pour les autres prestations de transport de biens)
  - **Travaux et expertises sur biens meubles corporels** (lieu d'exécution de la prestation)

## B to C : les exceptions (4/8)

- ▶ Exceptions applicables aux seules opérations en « B to C » (2/6)
  - **Services de vente à consommer sur place** (lieu d'exécution matérielle ou lieu du départ du transport de passagers si le service est rendu à bord d'un moyen de transport au cours d'un transport interne à l'UE)
  - **Locations de moyens de transport de longue durée** (voir slide ci-après)

## B to C : les exceptions (5/8)

- Exceptions applicables aux seules opérations en « B to C » (3/6)
- Précisions concernant les locations de moyens de transport de longue durée
- Deux périodes :
  - **Du 01/01/2010 au 31/12/2012** : imposition au lieu d'établissement du prestataire mais imposition en France si le prestataire est établi hors UE et le moyen de transport utilisé en France
  - à partir du 01/01/2013 : imposition au lieu d'établissement du preneur mais imposition en France si le preneur est établi hors UE et le moyen de transport utilisé en France
    - Pour les **bateaux de plaisance**, imposition à l'endroit où le bateau est effectivement mis à disposition lorsque ce service est fourni par le prestataire à partir du siège ou d'un établissement stable de son entreprise qui y est situé mais imposition en France lorsque le lieu d'imposition est situé hors UE si le bateau est effectivement utilisé en France

## B to C : les exceptions (6/8)

- Exceptions applicables aux seules opérations en « B to C » (4/6)
  - **Les services immatériels** (autres que les services électroniques) : imposition au lieu d'établissement du preneur non assujetti s'il est établi hors UE
  - **Services rendus par un prestataire établi hors UE à un preneur non assujetti établi dans l'UE qui utilise le service en France** : imposition en France
    - Attention : cette règle ne concerne ni les services « localisables » ni les services électroniques

## B to C : les exceptions (7/8)

- Exceptions applicables aux seules opérations en « B to C » (5/6)
- Les services électroniques, de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision
- Le régime n'est pas modifié jusqu'au 31 décembre 2014 :
  - **Services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision** imposables au lieu d'établissement du prestataire mais imposition en France si le prestataire est établi hors UE, le preneur est établi dans l'UE et le service utilisé en France
  - **Services électroniques** : imposables en France si le preneur y est établi lorsque le prestataire est établi hors UE (avec dispositif de guichet unique)

## B to C : les exceptions (8/8)

- ▶ Exceptions applicables aux seules opérations en « B to C » (6/6)
  
- ▶ A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - Unification du régime pour tous les services électroniques, de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision
  - Imposition au lieu d'établissement du preneur quel que soit le lieu d'établissement du prestataire
  - Guichet unique applicable pour tous les prestataires UE et hors UE

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



La notion d'assujetti et le rôle de l'identification

Ariane Beetschen

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (1/9)

- ▶ La directive 2008/8/CE instaure **deux règles générales** de territorialité des services :
  - Pour les **services B to B** :
    - le lieu d'imposition est l'endroit où est établi le preneur assujetti (article 44)
  - Pour les **services B to C** :
    - le lieu d'imposition est l'endroit où est établi le prestataire (article 45)

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (2/9)

- ▶ Pour les **services B to B**, la **notion d'assujetti** est déterminée de manière **spécifique** (art. 43)
  - Est un preneur assujetti :
    - Un assujetti total :
      - personne qui réalise uniquement des opérations dans le champ de la TVA, que ces opérations ouvrent droit ou n'ouvrent pas droit à déduction
    - Un assujetti partiel :
      - assujetti qui effectue également des activités hors champ de la TVA (art. 43)
    - Une personne morale non assujettie identifiée à la TVA (art. 43)

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (3/9)

- ▶ Pour les **services B to B**, le preneur doit être un **assujetti agissant en tant que tel**
  - Sont exclus du régime B to B les services fournis à un assujetti pour ses besoins privés ou ceux de son personnel (article 44 et 4ème considérant de la Directive 2008/8/CE )

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (4/9)

- ▶ Pour les **services B to C**, le preneur est un **non assujetti** :
  - Une personne morale non assujettie non identifiée à la TVA
  - Un particulier
  - Un assujetti B qui utilise les services fournis pour ses besoins privés ou ceux de son personnel

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (5/9)

- ▶ Lorsque le client est établi à l'étranger (autre Etat membre et pays tiers)
  - Pour appliquer la règle de territorialité correcte (B to B ou B to C)
    - Comment détermine-t-on si l'on est en présence :
      - D'un assujetti B ?
      - D'un non assujetti C ?
      - Ou d'un assujetti B qui se comporte comme un non assujetti C ?
  - Quelle est la responsabilité du prestataire de services qui applique l'un ou l'autre régime en fonction des informations que lui communique son client?

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (6/9)

- Une partie seulement des réponses à ces questions est apportée par le numéro d'identification à la TVA lorsque le client est établi dans un autre Etat membre de la Communauté :
  - Pour l'application du régime B to B, tout preneur redevable de la TVA due dans l'Etat membre où il est établi doit être doté d'un numéro d'identification à la TVA
  - Ce numéro doit être communiqué au prestataire qui pourra en vérifier la validité à la date de l'opération sur le site internet de la Commission (site Europa)
  - Le prestataire mentionnera ce numéro sur sa facture et sur la Déclaration Européenne des Services (DES)

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (7/9)

- Les nombreuses questions qui se posent : (1/3)
  - Le client assujetti auquel est rendu un service taxable dans l'Etat membre où il est établi ne dispose pas nécessairement d'un numéro d'identification à la TVA à la date de l'opération : assujettis exonérés, petites entreprises à la franchise
    - Que faire en attendant qu'un numéro de TVA lui ait été attribué par ses autorités nationales ?
  - Le numéro de TVA doit être valide à la date de l'opération
    - Faut-il vérifier la validité du numéro à chaque opération ?

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (8/9)

- Les nombreuses questions qui se posent : (2/3)
  - L'assujetti B peut cacher un non assujetti C (service taxable utilisé pour ses besoins privés ou ceux de son personnel). La simple fourniture d'un numéro valide n'est donc pas suffisante pour justifier la qualité de B
    - Faut-il demander une attestation au client?
  - Le service peut être utilisé de façon mixte par l'assujetti B (besoins professionnels et besoins privés)
    - Peut-on considérer que le régime B to B est applicable à l'ensemble de la prestation ou bien faut-il la scinder ?

## La notion d'assujetti et le rôle de l'identification (9/9)

- ▶ Les nombreuses questions qui se posent : (3/3)
  - Et si le client est établi dans un pays tiers et ne dispose donc pas de numéro communautaire
    - Comment s'assurer de sa position de B ou de C ?

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



Siège et établissement stable

Muriel Lautré-Goasguen

## Siège et établissement stable (1/8)

- En relation B to B, les notions d'établissement stable et de siège revêtent une importance primordiale
- En effet, selon l'article 44 de la directive 2008/8 la détermination du lieu de taxation d'un service dépend du lieu d'établissement du preneur à qui est rendu ce service
- Cet établissement peut être :
  - Soit le siège de l'activité économique
  - Soit un établissement stable
- Le mécanisme posé suppose donc de rechercher quel est l'établissement preneur du service
- Il n'y a pas d'attractivité du siège lorsque le service est rendu à un établissement stable

## Siège et établissement stable (2/8)

► Article 44 :

- « Le lieu des prestations de services fournies à un assujetti agissant en tant que tel est l'endroit où l'assujetti a établi le siège de son activité économique. Néanmoins, si ces services sont fournis à un établissement stable de l'assujetti situé en un lieu autre que l'endroit où il a établi le siège de son activité économique, le lieu des prestations de ces services est l'endroit où cet établissement stable est situé  
..... »

## Siège et établissement stable (3/8)

- La définition de ces deux notions, « siège de l'activité économique » et « établissement stable » doivent donc être rappelées
- Ces notions ne sont pas définies par la directive. On connaît toutefois des définitions jurisprudentielles
- Définition du siège: arrêt «Planzer Luxembourg Sarl » (CJCE 28 juin 2007, aff.C-73/06) :
  - Il s'agit du lieu où sont adoptées les décisions essentielles concernant la direction générale de la société et où sont exercées les fonctions d'administration centrale de celle-ci
  - Un faisceau de facteurs est à prendre en considération

## Siège et établissement stable (4/8)

- ▶ Définition de l'établissement stable :
  - On sait que cette notion ne recouvre pas la même définition qu'en matière d'impôts directs
  - Le numéro d'identification TVA n'est pas suffisant
  - La CJCE a donné à plusieurs reprises une définition :
    - **Établissement présentant un degré suffisant de permanence** et une **structure apte**, du point de vue de l'équipement humain et technique, à **rendre possibles, de manière autonome, les prestations de services considérées**
  
- ▶ Remarque 1 :
  - il s'agit cependant là d'une définition donnée pour l'application des anciens textes, dont le principe était le rattachement au lieu d'établissement du prestataire

## Siège et établissement stable (5/8)

### ► Remarque 2 :

- cette définition communautaire n'est pas forcément adaptée à la situation où l'établissement est hors UE

### ► Exemple :

- un chantier qui ne répond pas à la définition communautaire mais qui est considéré par la réglementation locale comme un établissement stable

## Siège et établissement stable (6/8)

- Une de ces deux notions prime-t-elle dans le mécanisme posé par l'article 44 ?
- Le siège ne nous apparaît pas être le point de rattachement prioritaire
- La priorité est à la recherche de l'établissement qui est le preneur de la prestation
- L'Administration peut-elle nous confirmer cette approche ?

## Siège et établissement stable (7/8)

► Exemple :

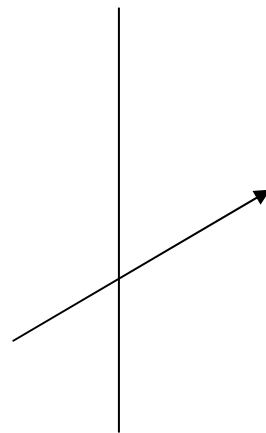
**France**

Siège de la Société A

Prestataire de services

**Allemagne**

Etablissement stable de  
la société A



La TVA est due en Allemagne dès lors que l'établissement stable allemand est le preneur de la prestation

## Siège et établissement stable (8/8)

### ► Question pratique :

- Quid du sort des contrats globaux dans lesquels les services sont utilisés par plusieurs établissements ?
- Exemple :
  - un contrat de prestations informatiques rendues par un prestataire et bénéficiant à tous les établissements dans le monde d'une société

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



## Les exonérations

Ariane Beetschen

## Les exonérations : illustration pratique (1/4)

Transport de biens de la France vers l'Algérie pour une société autrichienne

### ► Lieu d'imposition : pays du preneur (Autriche)



#### Obligations du transporteur français:

1. Facture HT (NIF FR + NIF AT + art.196, sauf exo chez le preneur : mention particulière)
2. CA3
3. DES (sauf exo chez le preneur)

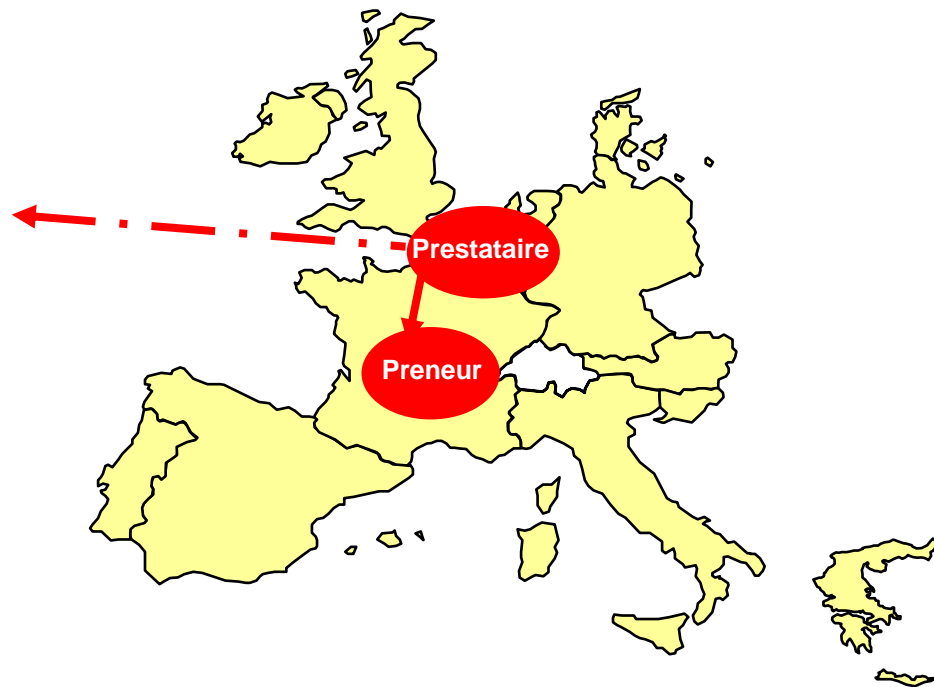
#### Obligations du preneur autrichien

1. Autoliquidation de la TVA AT par le preneur (sauf exo)

## Les exonérations : illustration pratique (2/4)

Transport de biens de la Belgique vers les Etat-Unis pour une société française

► Lieu d'imposition : pays du preneur (France)



### Obligations du transporteur belge :

1. Facture HT (NIF GB + NIF FR+ art.196, sauf exo en France : mention spécifique)
2. DES en GB (sauf exo en France)

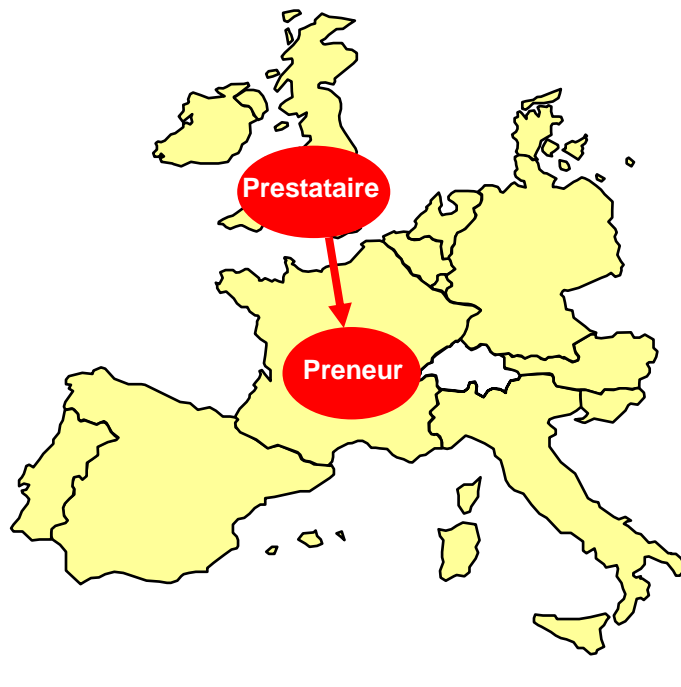
### Obligations du preneur français :

1. Autoliquidation de la TVA sur CA3 en France (sauf exo)

## Les exonérations : illustration pratique (3/4)

Façon effectuée dans un entrepôt sous douane britannique pour le compte d'une société française

- Lieu d'imposition : pays du preneur (France)



### Obligations du prestataire anglais:

1. Facture HT (NIF GB + NIF FR+ art.196, sauf exo en France : mention spécifique)
2. DES en GB (sauf exo en France)

### Obligations du preneur français:

1. Autoliquidation de la TVA sur CA3 en France (sauf exo)

## Les exonérations : illustration pratique (4/4)

Transport international de Los Angeles à Tokyo pour le compte d'une société française

- Lieu d'imposition : pays du preneur (France)
- Obligations du transporteur américain :
  - Facture HT (NIF FR+ art.196)
  - Pas de DES
- Obligations du preneur français :
  - Autoliquidation de la TVA sur CA3 en France
  - Déduction TVA intégrale, partielle ou nulle

## Les exonérations (1/5)

- ▶ Tous les services ne sont pas soumis à la TVA
  - Exonérations ou suspensions dans un contexte international :
    - Services liés aux exportations ou aux importations de marchandises, opérations sur navires et aéronefs, prestations sous régime douanier et fiscal, prestations portant sur des produits pétroliers avant mise à la consommation, ...
  - Exonérations en régime intérieur :
    - Banques, assurances,...
- ▶ Certains services exonérés peuvent être soumis à la TVA sur option
  - Services bancaires (y compris selon la Directive TVA les prêts ...!)

## Les exonérations (2/5)

- La détermination du lieu d'imposition d'un service doit être effectuée quel que soit le régime de TVA du service : service taxable ou service exonéré
  - En régime B to B (client assujetti), le lieu d'imposition est l'endroit où est établi le preneur assujetti
    - L'exonération applicable est toujours celle de l'Etat membre dans lequel le client est établi
    - Si le client est établi dans un autre Etat membre que celui du prestataire, celui-ci doit connaître les exonérations applicables dans l'Etat membre de son client
    - Si le client est établi hors de la Communauté, la question de l'exonération ne se pose pas (au même titre que celle de la taxation)

## Les exonérations (3/5)

- ▶ Si la prestation est exonérée
  - Le prestataire doit déterminer s'il est tenu de délivrer une facture en fonction des règles de facturation de l'Etat membre concerné (voir dispense de facturation autorisée par l'article 221.2 de la Directive TVA)
  - Si une facture est émise, elle comporte une mention d'exonération
  - Le prestataire établi dans la Communauté qui rend un service exonéré à un preneur assujetti établi dans un autre Etat membre ne mentionne pas cette prestation sur sa DES. Dans ce cas, le client communautaire n'autoliquide pas la TVA dans son pays

## Les exonérations (4/5)

- ▶ Les exonérations sont certes communautaires (Directive TVA) mais :
  - Leur contenu peut varier d'un pays à un autre
    - exemple : exonérations portant sur les aéronefs
  - Leur dimension peut être nationale
    - exemples : services liés à des exportations, entrepôts suspensifs
  - Une option peut couvrir l'exonération
    - exemple : opérations bancaires

## Les exonérations (5/5)

- Les exonérations ne peuvent pas être ignorées sous peine de compromettre dès l'origine le système de recoupement VIES pour les services intracommunautaires
- Dans de nombreuses activités l'exonération est la règle. L'autoliquidation n'a pas lieu d'être pratiquée pour « faire simple »
- Les exonérations territoriales sont difficiles à appréhender dans le nouveau régime car elles reposent sur des critères de territorialité physiques alors que le nouveau critère de territorialité est un critère de consommation du service

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



Désignation du redevable

Muriel Lautré-Goasguen

## Désignation du redevable pour des prestations de droit commun rendues à un preneur assujetti ou à une personne morale non assujettie identifiée (B2B) (1/6)

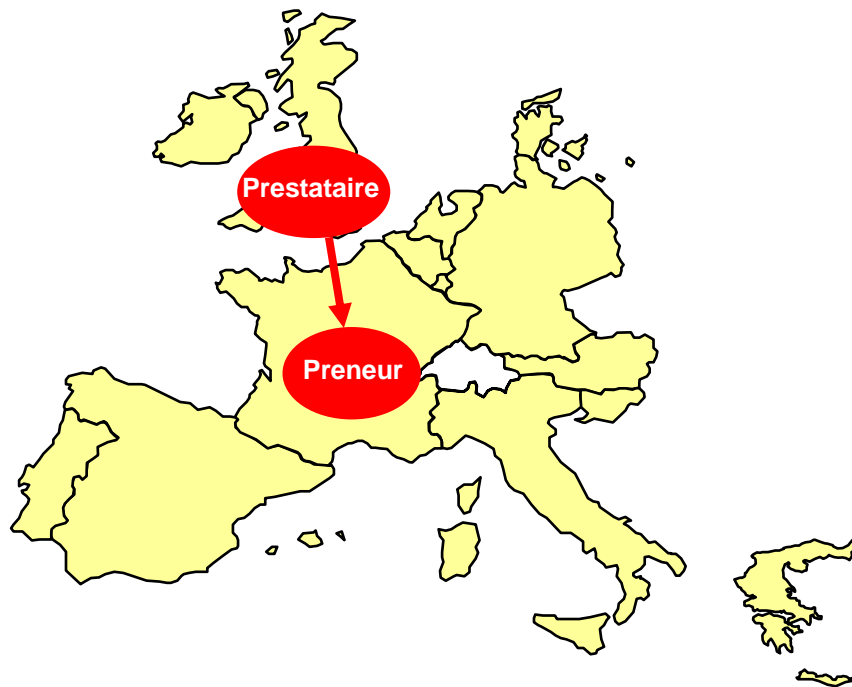
- Tout **preneur établi dans un Etat membre** (assujetti ou personne morale non assujettie identifiée) d'une prestation de services imposable dans cet Etat membre en application de l'article 44 de la directive, rendue par un **prestataire non établi** dans cet Etat, **est redevable de la TVA.** (article 196 de la directive)
- Quid de l'application de cette règle lorsque le prestataire dispose d'un établissement stable dans l'Etat membre d'imposition ?

## Désignation du redevable pour des prestations de droit commun rendues à un preneur assujetti ou à une personne morale non assujettie identifiée (B2B) (2/6)

- Le preneur est également redevable si le prestataire dispose dans cet Etat membre d'un établissement stable qui ne participe pas à la prestation du service (art. 192 bis de la directive)
- En revanche si l'établissement stable participe à la prestation, le prestataire est considéré comme établi dans l'Etat membre d'imposition et il est le redevable de la taxe (article 193)

## Désignation du redevable pour des prestations de droit commun rendues à un preneur assujéti ou à une personne morale non assujétiée identifiée (B to B) (3/6)

- Le prestataire est établi dans la CE

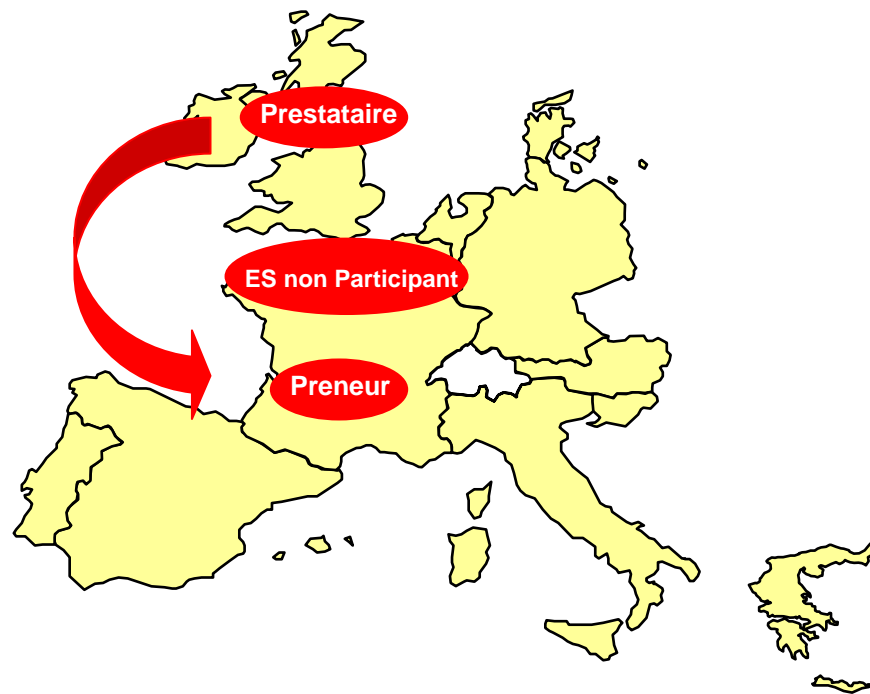


Lieu d'imposition : pays du preneur (France)

Redevable : Preneur (article 196)

## Désignation du redevable pour des prestations de droit commun rendues à un preneur assujéti ou à une personne morale non assujétiée identifiée (B to B) (4/6)

- Le prestataire est établi dans la CE et dispose dans l'Etat membre du preneur d'un ES qui ne participe pas au service (art. 192 bis)

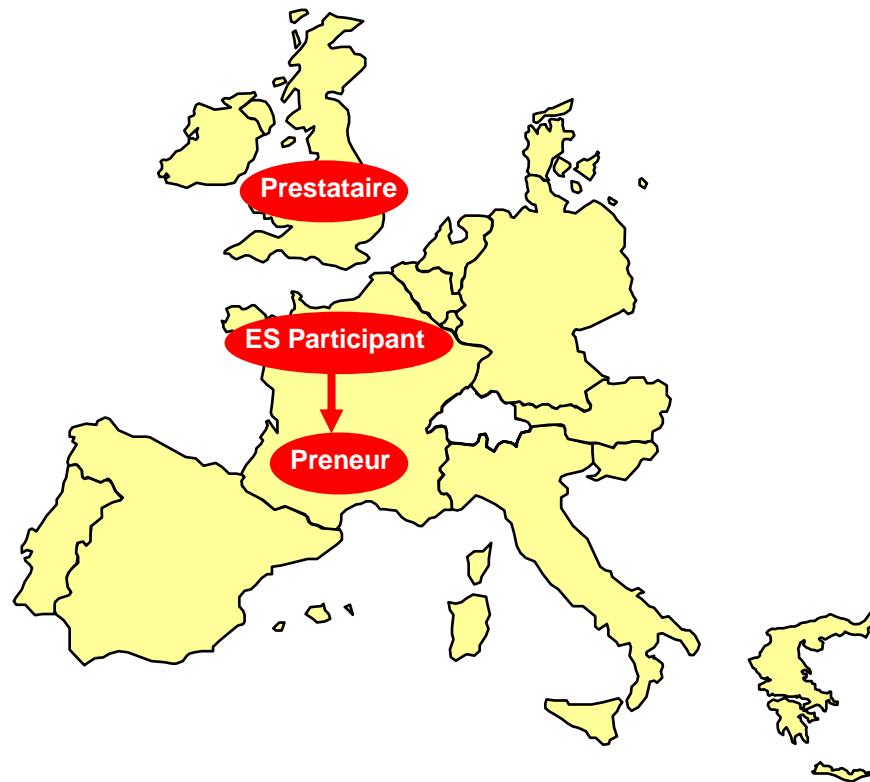


Lieu d'imposition : pays du preneur (France)

Redevable : Preneur (articles 192 bis et 196)

## Désignation du redevable pour des prestations de droit commun rendues à un preneur assujéti ou à une personne morale non assujétiée (B to B) (5/6)

- Le prestataire est établi dans la CE et dispose dans l'Etat membre du preneur d'un ES qui participe au service

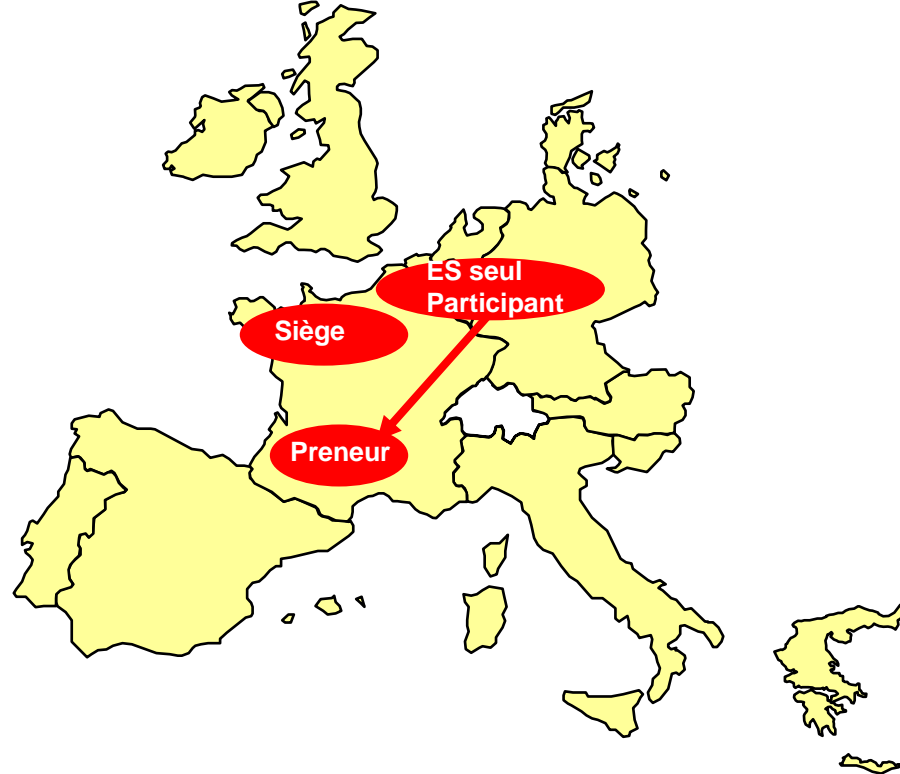


Lieu d'imposition : pays du preneur (France)

Redevable : ES participant (art. 193)

## Désignation du redevable pour des prestations de droit commun rendues à un preneur assujéti ou à une personne morale non assujétiée identifiée (B to B) (6/6)

- Le prestataire a son siège en France, lequel ne participe pas au service. Le service est rendu par un ES dans un autre Etat membre



Lieu d'imposition : pays du preneur (France)

Redevable : preneur ou siège ?

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



Exigibilité de la TVA et facturation

Elisabeth Ashworth

## Exigibilité de la TVA pour les prestations de services (1/7)

- ▶ A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010
- ▶ Lorsqu'un assujetti ou une personne morale non assujettie mais identifiée à la TVA est **redevable de la TVA en application de l'article 196** de la directive (application de la règle générale en B to B)
- ▶ L'exigibilité de la TVA interviendra obligatoirement lors du **fait générateur ou du versement d'un acompte**

## Exigibilité de la TVA pour les prestations de services (2/7)

- ▶ Le fait générateur se produit :
  - Lorsque la **prestation de services est effectuée**
  - Pour les **prestations continues qui donnent lieu à l'établissement de décomptes** ou à des encaissements successifs, au moment de l'expiration des périodes auxquelles ces décomptes ou encaissements se rapportent
  - Pour les **prestations continues** sur une **période supérieure à une année** et qui ne donnent pas lieu à des décomptes ou des paiements durant cette période, à l'expiration de chaque année civile, tant qu'il n'est pas mis fin à la prestation de services
- ▶ Harmonisation des règles d'exigibilité entre les Etats membres pour permettre la vérification croisée des informations (directive 2008/117 du 16 décembre 2008)

## Exigibilité de la TVA pour les prestations de services (3/7)

### ► En France

- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, ces règles d'exigibilité spécifiques s'appliquent, uniquement aux prestations soumises à la TVA achetées auprès de prestataires étrangers (UE et non UE) et qui donnent lieu à autoliquidation dans le cadre du régime général (arts. 196/283-2)
- L'exigibilité n'est pas modifiée pour tous les autres services reçus et rendus

### ► L'option pour les débits n'a pas d'incidence

## Exigibilité de la TVA pour les prestations de services (4/7)

- ▶ L'exigibilité a une incidence :
  - Non seulement, pour le preneur redevable de la taxe
  - Mais aussi pour le prestataire établi dans l'UE pour l'établissement de la DES

## Exigibilité de la TVA pour les prestations de services (5/7)

### ► Exemple :

- Un cabinet d'avocats français dont les clients sont des assujettis, des PMNA identifiées ou des non assujettis, établis en France, dans d'autres Etats membres de l'UE ou en dehors de l'UE
  - Les services peuvent être :
    - Rendus dans le cadre d'un abonnement annuel
    - Constitués par la rédaction d'un acte
    - Ou consister en une mission d'assistance dont la durée n'est pas connue (...)

## Exigibilité de la TVA pour les prestations de services (6/7)

### ► Questions :

- Quand l'exigibilité de la TVA intervient-elle dans ces différentes hypothèses ?
- Quelles règles sont applicables aux services en cours d'exécution au 1<sup>er</sup> janvier 2010 ?
- Pourquoi la directive n'a-t-elle pas fixé l'exigibilité à la date de la facture ?

## Exigibilité de la TVA pour les prestations de services (7/7)

### ► Remarques :

- L'exigibilité n'ayant pas d'incidence financière (hors le risque des pénalités DES) chez le prestataire français ou communautaire, tentation de retenir la facturation
- Le preneur (service comptable) sera dans la plupart des situations dans l'incapacité de déterminer la date à laquelle le service a été effectué
- Il existe en tout état de cause une complexité de gestion due à la coexistence de plusieurs exigibilités

## Facturation : conséquences de la réforme (1/2)

### ► **Numéro d'identification**

- En application de la Directive TVA de novembre 2006, doivent être mentionnés sur la facture :
  - Le numéro d'identification à la TVA sous lequel l'assujetti a effectué la prestation de service
  - Le numéro d'identification à la TVA du preneur sous lequel il a reçu une prestation de service pour laquelle il est redevable de la taxe

## Facturation : conséquences de la réforme (2/2)

- **Numéro d'identification**
- **A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le numéro d'identification du prestataire et du preneur devront obligatoirement figurer sur toute facture établie au titre d'une opération pour laquelle le preneur est redevable de la TVA en France**
  - Sur le fondement de l'article **283.1** (prestataire non établi en France et preneur identifié à la TVA en France)
  - Sur le fondement de l'article **283.2** (prestataire non établi en France et preneur assujetti (ou PMNA identifiée) établi en France redevable sur le fondement du principe général de territorialité des services)

## Facturation (1/2)

- **Mention à porter sur les factures**
- Lorsque le client est redevable de la taxe, la facture doit mentionner la référence à la disposition pertinente du CGI ou la disposition correspondante de la Directive ou toute autre mention indiquant que l'opération bénéficie d'un régime d'autoliquidation (Ann. II, art. 242 nonies A 12° qui transpose l'article 226. 11) de la Directive TVA)

## Facturation (2/2)

### ► **BOI 3 CA du 7 août 2003 :**

- « Pour satisfaire à cette obligation, les assujettis pourront mentionner les dispositions du CGI ou celles de la sixième directive TVA du 17 mai 1977 justifiant l'application d'une exonération, de l'autoliquidation (...)  
A défaut, il pourra être admis que l'assujetti mentionne de manière non équivoque la nature de l'opération bénéficiant d'un régime spécifique.» (n°s 162 et 163)

### ► Cette souplesse reste-t-elle applicable ?

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



## Déclaration de TVA et Déclaration Européenne de Services

Gaëtan Berger-Picq

## La Déclaration Européenne de Services (1/5)

- ▶ Finalité et utilisation de la déclaration :
  - L'élargissement de l'autoliquidation de la TVA a conduit les Etats membres à créer un outil de vérification de la déclaration des services par les preneurs :
    - Recoupements entre les montants déclarés dans la DES par les prestataires et ceux déclarés par les preneurs dans leurs déclarations de TVA (base de la TVA autoliquidée)
  
- ▶ Sanctions :
  - Identiques à celles prévues pour la DEB (CGI, art. 1788 A), soit 15 € par erreur ou omission, avec un plafonnement à 1.500 € par DES

## La Déclaration Européenne de Services (2/5)

### ► Les déclarants :

- Personnes physiques ou morales ayant en France leur siège, leur domicile ou un établissement stable à partir duquel les service est rendu (...)
- Pour les services rendus à des assujettis agissant en tant que tels dans un autre Etat de la CE (...)
- Lorsque le service fait l'objet d'une autoliquidation de la TVA dans le pays du preneur dans le cadre du régime général (la DES ne vise donc pas les opérations exonérées de TVA)

## La Déclaration Européenne de Services (3/5)

- ▶ Le contenu de la déclaration :
  - Numéro d'identification du prestataire
  - Adresse et dénomination du prestataire
  - Période au titre de laquelle le DES est établie
  - Numéro d'identification du client, dans l'Etat membre où la prestation est taxable à la TVA
  - Prix total HT du service
  - Montant des éventuelles régularisations commerciales

## La Déclaration Européenne de Services (4/5)

- ▶ La périodicité de la déclaration :
  - Périodicité mensuelle (la DES devant reprendre les opérations au titre desquelles la TVA est devenue exigible au cours du mois concerné)
  - Transmission en principe dans les 10 jours ouvrables du mois suivant

## La Déclaration Européenne de Services (5/5)

- La transmission de la déclaration :
  - La transmission se fait par voie informatique, selon un cahier des charges publié par arrêté du ministre du budget
  - Déclarations rectificatives en cas de constatation d'inexactitudes ou d'omissions

|   |  |                              |  |
|---|--|------------------------------|--|
| <b>A. Période de référence</b>  |  | <b>B. Service</b>            |  |
| Année : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>                                   |  | (réservé à l'administration) |  |
| Mois : <input type="text"/> <input type="text"/>  |  |                              |  |
| <b>C. Redevable de l'information</b>  |  |                              |  |
| Numéro d'identification TVA : FR  |  |                              |  |
| <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> |  |                              |  |
| Raison sociale :  |  |                              |  |
| Rue :   |  |                              |  |
| Code postal et ville :  |  |                              |  |
| Personne à contacter :  |  |                              |  |
| Téléphone :   |  | Date, nom et signature :     |  |
| Télécopie :   |  |                              |  |
| Messagerie électronique :   |  |                              |  |

| 1           | 2                    | 3                                     |
|-------------|----------------------|---------------------------------------|
| N°<br>ligne | Valeur<br>(en euros) | Numéro d'identification<br>du preneur |
| 1           |                      |                                       |
| 2           |                      |                                       |
| 3           |                      |                                       |
| 4           |                      |                                       |
| 5           |                      |                                       |
| 6           |                      |                                       |
| 7           |                      |                                       |
| 8           |                      |                                       |
| 9           |                      |                                       |
| 10          |                      |                                       |
| 11          |                      |                                       |
| 12          |                      |                                       |
| 13          |                      |                                       |
| 14          |                      |                                       |
| 15          |                      |                                       |

**Mentions légales**

Les données de cette déclaration font l'objet d'une saisie informatique dans le cadre du traitement automatisé institué par arrêté du .... publié au journal officiel n°..... Sont destinataires de ces informations : les services statistiques de la direction générale des douanes et les services de la DGFiP chargés du contrôle de la TVA.  
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Ce droit peut être exercé auprès de .....

## La Déclaration de chiffre d'affaires CA3

- Y aura-t-il de nouvelles lignes pour les services donnant lieu à autoliquidation dans l'Etat du client ?

Si vous n'avez à remplir aucune ligne de ce formulaire (déclaration « néant »), veuillez cocher la case à droite

| A MONTANT DES OPERATIONS REALISEES |   | OPERATIONS NON IMPOSABLES |   |
|------------------------------------|---|---------------------------|---|
| OPERATIONS IMPOSABLES (H.T.)       |   |                           |   |
| 01                                 | Ventes, prestations de services                   | 04                        | Exportations hors UE                              |
| 02                                 | Autres opérations imposables                      | 05                        | Autres opérations non imposables                  |
| 03                                 | Acquisitions intracommunautaires                  | 06                        | Livraisons à destination de la UE                 |
| 04                                 | Autres acquisitions intracommunautaires           | 07                        | Autres livraisons hors UE                         |
| 05                                 | Régimes particuliers (importation, réexportation) | 08                        | Régularisations (Produits à destination de la UE) |
| 06                                 | 0000  | 09                        | 0000  |
| 07                                 | 0000  | 10                        | 0000  |
| 08                                 | 0000  | 11                        | 0000  |
| 09                                 | 0000  | 12                        | 0000  |
| 10                                 | 0000  | 13                        | 0000  |
| 11                                 | 0000  | 14                        | 0000  |
| 12                                 | 0000  | 15                        | 0000  |
| 13                                 | 0000  | 16                        | 0000  |
| 14                                 | 0000  | 17                        | 0000  |
| 15                                 | 0000  | 18                        | 0000  |
| 16                                 | 0000  | 19                        | 0000  |
| 17                                 | 0000  | 20                        | 0000  |
| 18                                 | 0000  | 21                        | 0000  |
| 19                                 | 0000  | 22                        | 0000  |
| 20                                 | 0000  | 23                        | 0000  |
| 21                                 | 0000  | 24                        | 0000  |
| 22                                 | 0000  | 25                        | 0000  |
| 23                                 | 0000  | 26                        | 0000  |
| 24                                 | 0000  | 27                        | 0000  |
| 25                                 | 0000  | 28                        | 0000  |
| 26                                 | 0000  | 29                        | 0000  |
| 27                                 | 0000  | 30                        | 0000  |
| 28                                 | 0000  | 31                        | 0000  |
| 29                                 | 0000  | 32                        | 0000  |
| 30                                 | 0000  |                           |   |
| 31                                 | 0000  |                           |   |
| 32                                 | 0000  |                           |   |

| B DÉCOMPTÉ DE LA TVA À PAYER  |                    | Base hors taxe |      | Taxe due |  |
|---|--------------------|----------------|------|----------|--|
| TVA BRUTE   |                    |                |      |          |  |
| Opérations réalisées en France métropolitaine   |                    |                |      |          |  |
| 33  | Taux normal (21%)  |                | 0000 |          |  |
| 34  | Taux réduit (10%)  |                | 0000 |          |  |
| 35  | 0000               |                |      |          |  |
| Opérations réalisées dans les DOM   |                    |                |      |          |  |
| 36  | Taux normal (8,5%) |                | 0000 |          |  |
| 37  | Taux réduit (2,1%) |                | 0000 |          |  |
| 38  | 0000               |                |      |          |  |
| Opérations imposables à un autre taux (France métropolitaine ou DOM)                                  |                    |                |      |          |  |
| 39  | Autres taux        |                | 0000 |          |  |
| 40  | 0000               |                |      |          |  |
| Opérations imposables à un autre taux (France métropolitaine ou DOM) (autres que les lignes 39 et 40) |                    |                |      |          |  |
| 41  | Autres taux        |                | 0000 |          |  |
| 42  | 0000               |                |      |          |  |
| 43  | 0000               |                |      |          |  |
| 44  | 0000               |                |      |          |  |
| 45  | 0000               |                |      |          |  |
| 46  | 0000               |                |      |          |  |
| 47  | 0000               |                |      |          |  |
| 48  | 0000               |                |      |          |  |
| 49  | 0000               |                |      |          |  |
| 50  | 0000               |                |      |          |  |
| 51  | 0000               |                |      |          |  |
| 52  | 0000               |                |      |          |  |
| 53  | 0000               |                |      |          |  |
| 54  | 0000               |                |      |          |  |
| 55  | 0000               |                |      |          |  |
| 56  | 0000               |                |      |          |  |
| 57  | 0000               |                |      |          |  |
| 58  | 0000               |                |      |          |  |
| 59  | 0000               |                |      |          |  |
| 60  | 0000               |                |      |          |  |
| 61  | 0000               |                |      |          |  |
| 62  | 0000               |                |      |          |  |
| 63  | 0000               |                |      |          |  |
| 64  | 0000               |                |      |          |  |
| 65  | 0000               |                |      |          |  |
| 66  | 0000               |                |      |          |  |
| 67  | 0000               |                |      |          |  |
| 68  | 0000               |                |      |          |  |
| 69  | 0000               |                |      |          |  |
| 70  | 0000               |                |      |          |  |
| 71  | 0000               |                |      |          |  |
| 72  | 0000               |                |      |          |  |
| 73  | 0000               |                |      |          |  |
| 74  | 0000               |                |      |          |  |
| 75  | 0000               |                |      |          |  |
| 76  | 0000               |                |      |          |  |
| 77  | 0000               |                |      |          |  |
| 78  | 0000               |                |      |          |  |
| 79  | 0000               |                |      |          |  |
| 80  | 0000               |                |      |          |  |
| 81  | 0000               |                |      |          |  |
| 82  | 0000               |                |      |          |  |
| 83  | 0000               |                |      |          |  |
| 84  | 0000               |                |      |          |  |
| 85  | 0000               |                |      |          |  |
| 86  | 0000               |                |      |          |  |
| 87  | 0000               |                |      |          |  |
| 88  | 0000               |                |      |          |  |
| 89  | 0000               |                |      |          |  |
| 90  | 0000               |                |      |          |  |
| 91  | 0000               |                |      |          |  |
| 92  | 0000               |                |      |          |  |
| 93  | 0000               |                |      |          |  |
| 94  | 0000               |                |      |          |  |
| 95  | 0000               |                |      |          |  |
| 96  | 0000               |                |      |          |  |
| 97  | 0000               |                |      |          |  |
| 98  | 0000               |                |      |          |  |
| 99  | 0000               |                |      |          |  |
| 100   | 0000               |                |      |          |  |
| 101   | 0000               |                |      |          |  |
| 102   | 0000               |                |      |          |  |
| 103   | 0000               |                |      |          |  |
| 104   | 0000               |                |      |          |  |
| 105   | 0000               |                |      |          |  |
| 106   | 0000               |                |      |          |  |
| 107   | 0000               |                |      |          |  |
| 108   | 0000               |                |      |          |  |
| 109   | 0000               |                |      |          |  |
| 110   | 0000               |                |      |          |  |
| 111   | 0000               |                |      |          |  |
| 112   | 0000               |                |      |          |  |
| 113   | 0000               |                |      |          |  |
| 114   | 0000               |                |      |          |  |
| 115   | 0000               |                |      |          |  |
| 116   | 0000               |                |      |          |  |
| 117   | 0000               |                |      |          |  |
| 118   | 0000               |                |      |          |  |
| 119   | 0000               |                |      |          |  |
| 120   | 0000               |                |      |          |  |
| 121   | 0000               |                |      |          |  |
| 122   | 0000               |                |      |          |  |
| 123   | 0000               |                |      |          |  |
| 124   | 0000               |                |      |          |  |
| 125   | 0000               |                |      |          |  |
| 126   | 0000               |                |      |          |  |
| 127   | 0000               |                |      |          |  |
| 128   | 0000               |                |      |          |  |
| 129   | 0000               |                |      |          |  |
| 130   | 0000               |                |      |          |  |
| 131   | 0000               |                |      |          |  |
| 132   | 0000               |                |      |          |  |
| 133   | 0000               |                |      |          |  |
| 134   | 0000               |                |      |          |  |
| 135   | 0000               |                |      |          |  |
| 136   | 0000               |                |      |          |  |
| 137   | 0000               |                |      |          |  |
| 138   | 0000               |                |      |          |  |
| 139   | 0000               |                |      |          |  |
| 140   | 0000               |                |      |          |  |
| 141   | 0000               |                |      |          |  |
| 142   | 0000               |                |      |          |  |
| 143   | 0000               |                |      |          |  |
| 144   | 0000               |                |      |          |  |
| 145   | 0000               |                |      |          |  |
| 146   | 0000               |                |      |          |  |
| 147   | 0000               |                |      |          |  |
| 148   | 0000               |                |      |          |  |
| 149   | 0000               |                |      |          |  |
| 150   | 0000               |                |      |          |  |
| 151   | 0000               |                |      |          |  |
| 152   | 0000               |                |      |          |  |
| 153   | 0000               |                |      |          |  |
| 154   | 0000               |                |      |          |  |
| 155   | 0000               |                |      |          |  |
| 156   | 0000               |                |      |          |  |
| 157   | 0000               |                |      |          |  |
| 158   | 0000               |                |      |          |  |
| 159   | 0000               |                |      |          |  |
| 160   | 0000               |                |      |          |  |
| 161   | 0000               |                |      |          |  |
| 162   | 0000               |                |      |          |  |
| 163   | 0000               |                |      |          |  |
| 164   | 0000               |                |      |          |  |
| 165   | 0000               |                |      |          |  |
| 166   | 0000               |                |      |          |  |
| 167   | 0000               |                |      |          |  |
| 168   | 0000               |                |      |          |  |
| 169   | 0000               |                |      |          |  |
| 170   | 0000               |                |      |          |  |
| 171   | 0000               |                |      |          |  |
| 172   | 0000               |                |      |          |  |
| 173   | 0000               |                |      |          |  |
| 174   | 0000               |                |      |          |  |
| 175   | 0000               |                |      |          |  |
| 176   | 0000               |                |      |          |  |
| 177   | 0000               |                |      |          |  |
| 178   | 0000               |                |      |          |  |
| 179   | 0000               |                |      |          |  |
| 180   | 0000               |                |      |          |  |
| 181   | 0000               |                |      |          |  |
| 182   | 0000               |                |      |          |  |
| 183   | 0000               |                |      |          |  |
| 184   | 0000               |                |      |          |  |
| 185   | 0000               |                |      |          |  |
| 186   | 0000               |                |      |          |  |
| 187   | 0000               |                |      |          |  |
| 188   | 0000               |                |      |          |  |
| 189   | 0000               |                |      |          |  |
| 190   | 0000               |                |      |          |  |
| 191   | 0000               |                |      |          |  |
| 192   | 0000               |                |      |          |  |
| 193   | 0000               |                |      |          |  |
| 194   | 0000               |                |      |          |  |
| 195   | 0000               |                |      |          |  |
| 196   | 0000               |                |      |          |  |
| 197   | 0000               |                |      |          |  |
| 198   | 0000               |                |      |          |  |
| 199   | 0000               |                |      |          |  |
| 200   | 0000               |                |      |          |  |
| 201   | 0000               |                |      |          |  |
| 202   | 0000               |                |      |          |  |
| 203   | 0000               |                |      |          |  |
| 204   | 0000               |                |      |          |  |
| 205   | 0000               |                |      |          |  |
| 206   | 0000               |                |      |          |  |
| 207   | 0000               |                |      |          |  |
| 208   | 0000               |                |      |          |  |
| 209   | 0000               |                |      |          |  |
| 210   | 0000               |                |      |          |  |
| 211   | 0000               |                |      |          |  |
| 212   | 0000               |                |      |          |  |
| 213   | 0000               |                |      |          |  |
| 214   | 0000               |                |      |          |  |
| 215   | 0000               |                |      |          |  |
| 216   | 0000               |                |      |          |  |
| 217   | 0000               |                |      |          |  |
| 218   | 0000               |                |      |          |  |
| 219   | 0000               |                |      |          |  |
| 220   | 0000               |                |      |          |  |
| 221   | 0000               |                |      |          |  |
| 222   | 0000               |                |      |          |  |
| 223   | 0000               |                |      |          |  |
| 224   | 0000               |                |      |          |  |
| 225   | 0000               |                |      |          |  |
| 226   | 0000               |                |      |          |  |
| 227   | 0000               |                |      |          |  |
| 228   | 0000               |                |      |          |  |
| 229   | 0000               |                |      |          |  |
| 230   | 0000               |                |      |          |  |
| 231   | 0000               |                |      |          |  |
| 232   | 0000               |                |      |          |  |
| 233   | 0000               |                |      |          |  |
| 234   | 0000               |                |      |          |  |
| 235   | 0000               |                |      |          |  |
| 236   | 0000               |                |      |          |  |
| 237   | 0000               |                |      |          |  |
| 238   | 0000               |                |      |          |  |
| 239   | 0000               |                |      |          |  |
| 240   | 0000               |                |      |          |  |
| 241   | 0000               |                |      |          |  |
| 242   | 0000               |                |      |          |  |
| 243   | 0000               |                |      |          |  |
| 244   | 0000               |                |      |          |  |
| 245   | 0000               |                |      |          |  |
| 246   | 0000               |                |      |          |  |
| 247   | 0000               |                |      |          |  |
| 248   | 0000               |                |      |          |  |
| 249   | 0000               |                |      |          |  |
| 250   | 0000               |                |      |          |  |
| 251   | 0000               |                |      |          |  |
| 252   | 0000               |                |      |          |  |
| 253   | 0000               |                |      |          |  |
| 254   | 0000               |                |      |          |  |
| 255   | 0000               |                |      |          |  |
| 256   | 0000               |                |      |          |  |
| 257   | 0000               |                |      |          |  |
| 258   | 0000               |                |      |          |  |
| 259   | 0000               |                |      |          |  |
| 260   | 0000               |                |      |          |  |

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre



Lutte contre la fraude

Elisabeth Ashworth

## Lutte contre la fraude (1/3)

- ▶ Peut-on escompter une période de souplesse :
  - Sur la détermination du lieu d'imposition d'un service en B to B ?
  - Sur l'établissement de la DES ?

## Lutte contre la fraude (2/3)

### ► Solidarité

- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, comme pour les livraisons de biens, l'assujetti en faveur duquel a été effectuée une prestation de services et **qui savait ou ne pouvait ignorer que tout ou partie de la taxe sur la valeur ajoutée due sur cette prestation de services ne serait pas reversée de manière frauduleuse** est solidairement tenu, avec la personne redevable, d'acquitter cette taxe (CGI, art. 283 4 bis)

## Lutte contre la fraude (3/3)

### ► Perspectives

- Sécurisation de VIES :
  - Ce que l'on peut attendre en plus du certificat de consultation désormais délivré
  - Peut-on espérer que la validité du numéro d'identification du client constitue dans le futur une diligence suffisante pour les opérateurs ?
- Proposition de refonte du règlement de coopération entre les Etats membres :
  - Quelles sont les perspectives d'adoption ? Quelles dispositions, quel calendrier ?

## Mise en œuvre de la Directive 2008/9/CE du 12 février 2008



### Dématérialisation de la procédure de remboursement de TVA aux assujettis établis dans un autre pays membre de l'UE

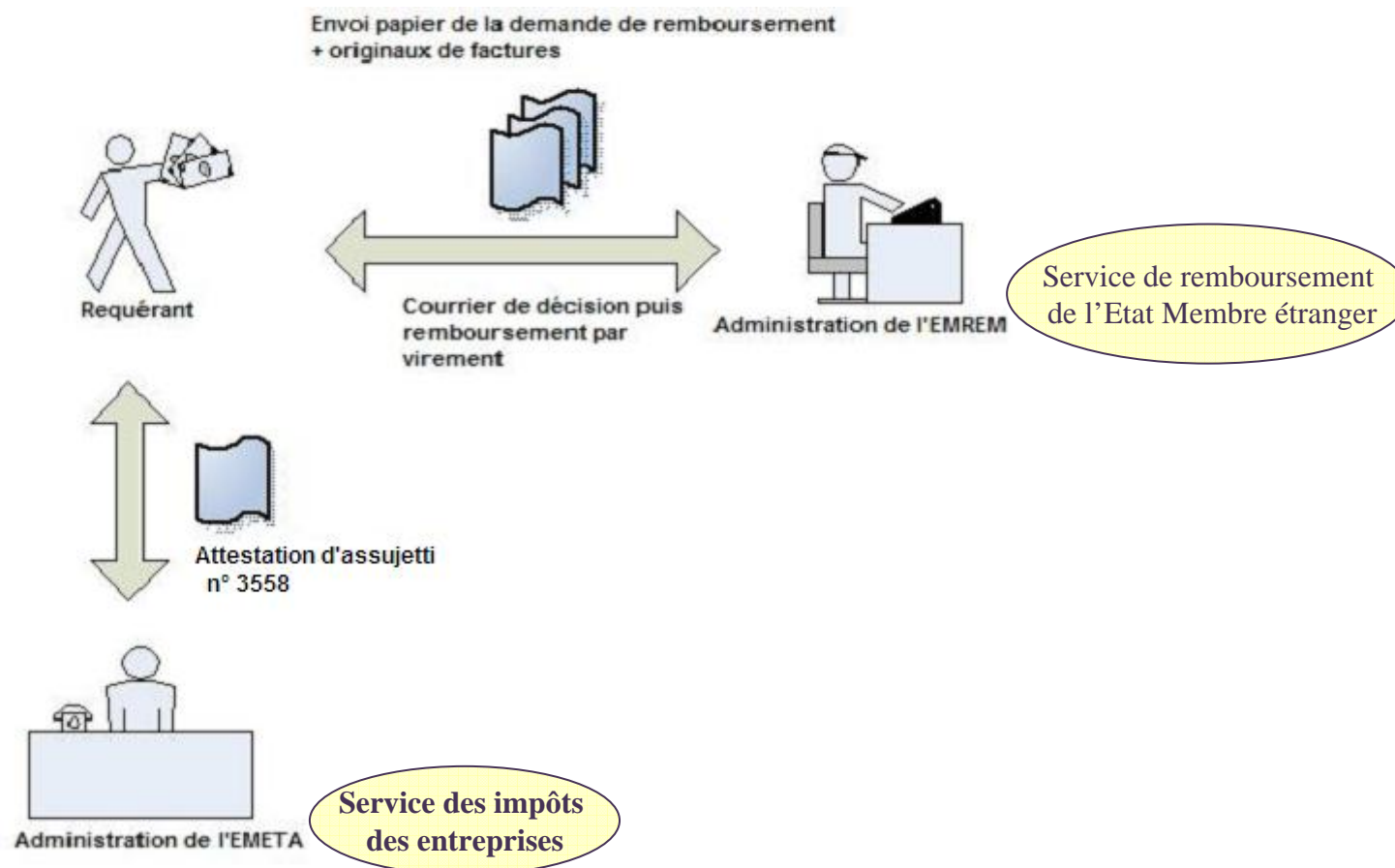
Service de la gestion fiscale

Sous-direction des professionnels et de  
l'action en recouvrement

Bureau GF-2A

# La nouvelle procédure de remboursement de TVA aux assujettis de l'UE

## L'ancienne procédure « 8ème directive » :



# La nouvelle procédure de remboursement de TVA aux assujettis de l'UE

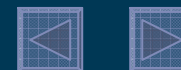
---

## Le cadre juridique de la réforme

- Une nouvelle législation issue du « Paquet TVA » entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010 : **DIR 2008/9/CE du 12 février 2008**

## Les points clés de la nouvelle procédure

- **Introduction des demandes auprès de l'Etat membre d'établissement**
- **Procédure dématérialisée** et notification de messages par voie électronique
- Transmission des fichiers par l'Etat membre d'établissement à l'Etat membre de remboursement via un réseau européen de communication sécurisé
- **Uniformisation des informations à saisir sur le formulaire électronique**, sous réserve des options offertes aux EM (codification des dépenses, copie de factures requises ...) qui reprennent globalement les données de l'ancien formulaire papier



# La nouvelle procédure de remboursement de TVA aux assujettis de l'UE

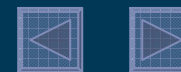
---

## Des conditions de fond inchangées

- Avoir la **qualité d'assujetti** et ne pas avoir réalisé, dans l'EM de remboursement, d'opérations imposables pendant la période visée par la demande
- Les règles du droit à déduction applicables sont celles de l'EM de remboursement
- La demande doit porter sur une **période** qui :
  - ❖ ne peut pas être à cheval sur 2 années
  - ❖ **ne peut excéder 12 mois ou être inférieure à 3 mois civils**

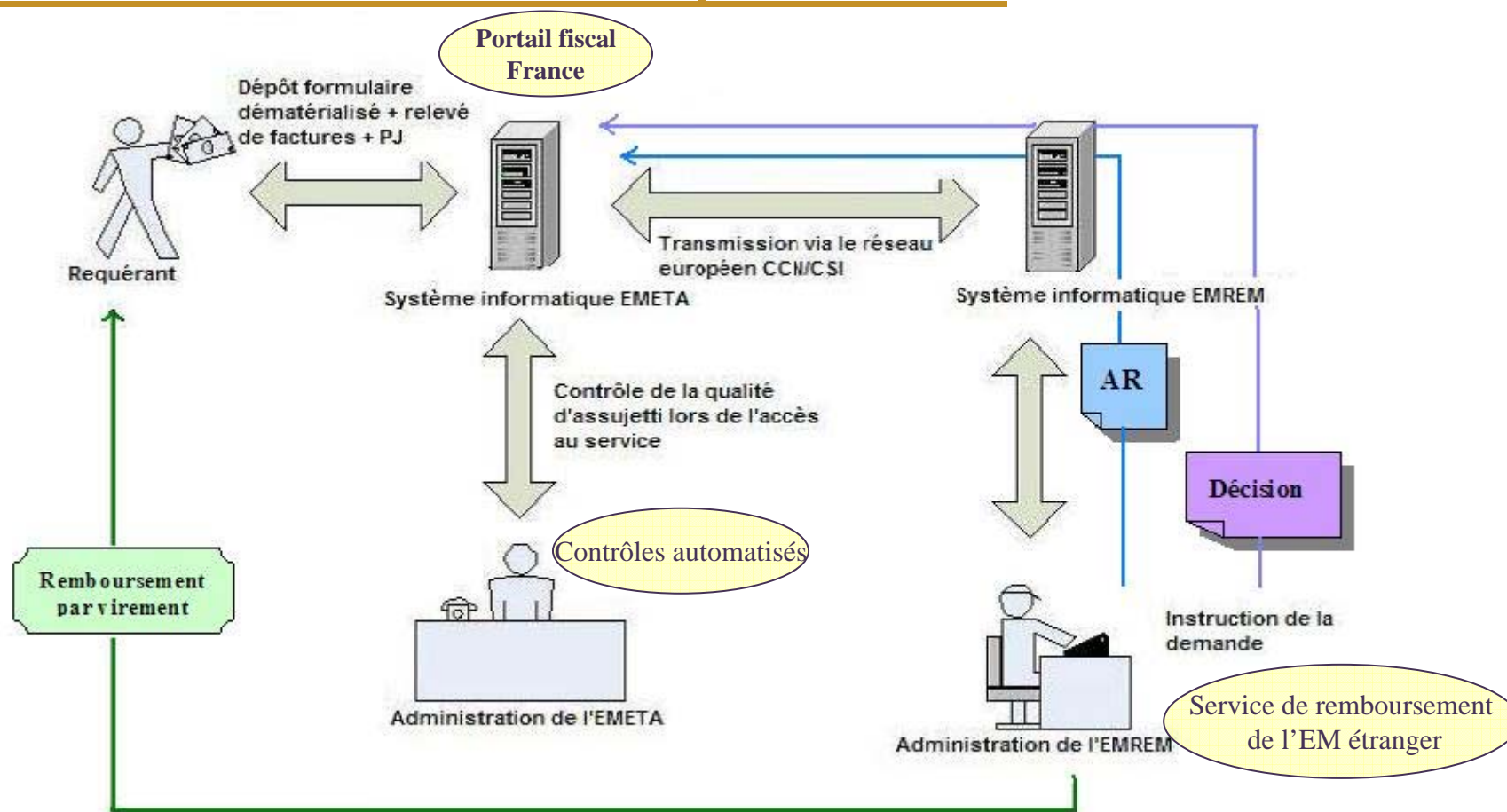
## Et des nouveautés

- Dépôt de la demande **au plus tard le 30 septembre** de l'année suivante
- **Délai d'instruction ramené à 4 mois** mais pouvant aller jusqu'à 8 mois maximum si l'EM demande des informations complémentaires
- Relèvement des seuils minimum de remboursement



# La nouvelle procédure de remboursement de TVA aux assujettis de l'UE

## La dématérialisation de la procédure :



## Dispositif mis en œuvre par la DGFiP en tant qu'Etat membre d'établissement

*Service de la gestion fiscale*

*Sous-direction des professionnels et de  
l'action en recouvrement*

**Bureau GF-2A**

*Programme COPERNIC*

**Bureau Copernic 3**



# La mise en œuvre de la procédure par la DGFIP en tant qu'EM d'établissement

---

## Le portail électronique de la DGFIP :

- Un service de « **démarche en ligne** » accessible à partir de l'Espace abonné de la rubrique Professionnels du portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)
- Deux fonctionnalités :
  - ❖ **Effectuer une démarche**, permet aux assujettis français :
    - de souscrire leurs demandes dématérialisées à destination des Etats membres de remboursement
    - de déposer une déclaration d'ajustement du prorata de déduction (redevables partiels)
  - ❖ **Suivre une démarche**, permet de disposer des éléments transmis en retour par l'EM de remboursement si celui-ci a demandé le relais des informations par la France



# La mise en œuvre de la procédure par la DGFIP en tant qu'EM d'établissement

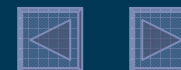
---

## L'accès à la démarche :


- Pour accéder au service, l'entreprise doit avoir au préalable créé son « **espace abonné** », ce qui nécessite de détenir un **certificat électronique**
- A la création de cet espace, l'entreprise doit demander l'adhésion aux e-services de « démarche en ligne » qui doit ensuite être validée par le SIE
- Les adhérents au service de consultation du compte fiscal et certaines entreprises adhérentes à TéléTVA ou au paiement des impôts en ligne disposent déjà d'un espace abonné et devront demander la validation de l'adhésion au service, sauf elle l'avait déjà fait dès la création de l'espace


## Délégation d'accès :


- L'entreprise a la possibilité de déléguer l'accès à un tiers établi ou non en France (comptable, mandataire...), ayant lui-même préalablement créé son espace abonné
- L'entreprise est seule responsable des habilitations de ses délégataires, plusieurs niveaux d'habilitation étant possibles




# Accès au e-service « Effectuer une démarche » :

impots.gouv.fr  AIDE

**MON ESPACE** 

 Quitter

 **Effectuer une démarche** .....

**1 Sélectionner une démarche** 2 Remplir le formulaire 3 Joindre un document 4 Demander une notification 5 Accusé de réception




**Informations usager**

SIREN : 303434591  
Raison sociale : SA SILLIKER  
Adresse de l'établissement principal : 1 rue De La Croix Des Maheux 95000 Cergy

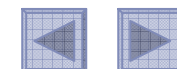
[Informations complémentaires](#)

Veillez sélectionner votre démarche parmi les plus courantes :  
[Remboursement de TVA dans l'Union Européenne](#)  
[Déclaration d'ajustement du prorata de déduction](#)


Pour toute autre demande, veuillez sélectionner successivement les éléments ci-dessous :


Choisir une catégorie   
Choisir une sous-catégorie   
Choisir une démarche 


[Annuler](#) [Valider](#)




# Identification de l'assujetti :


impots.gouv.fr  AIDE

**MON ESPACE** 

 Quitter

 Effectuer une démarche .....

1 Sélectionner une démarche 2 **Remplir le formulaire** 3 Joindre un document 4 Demander une notification 5 Accusé de réception


Vous avez sélectionné : Remboursement de TVA dans l'Union Européenne 

**Veillez compléter le formulaire ci-dessous :**


Etat membre de remboursement \* :

**1 - Identification**



Numéro d'identification TVA :

| Numéro d'identification TVA   |               |
|---|---------------|
|  | FR45578987865 |

Description de l'activité :

| Activité professionnelle  | Description littérale                                   |
|---|---|
|  | 7042Z Vente d'instrument de musique et cours de solfège |

Adresse principale de l'établissement : **1 rue de la Croix des Maheux 95000 CERGY**  
*Pour indiquer une adresse différente, cliquer sur le bouton 'Saisie Manuelle'*

 [Saisie manuelle](#)  
 [Valider](#)



# Données générales

## 2 - Données générales

### Données complémentaires du requérant

Code Pays de l'adresse postale \* : France (FR) ▼

Langue utilisée pour décrire l'activité : Français (FR) ▼

Description littérale de l'activité : Vente de pianos, cours de musique et animations musicales

Adresse mél \* : siliki.entreprise@free.fr

Adresse mél (confirmation) \* : siliki.entreprise@free.fr

### Données du mandataire (le cas échéant)

Nom du mandataire \* : Rep-TVA

Adresse postale \* : 14 Rue de Vienne L-02100 Esch sur Alzette

Code pays \* : Luxembourg (LU) ▼

Adresse mél \* : representant.ent@free.fr

Type de numéro d'identification \* : NVAT ▼ N° identification \* : LU422122454

### Période de remboursement

Date de début \* : 01 / 05 / 2009  Date de fin \* : 31 / 08 / 2009 

*Cette date est fixée au premier jour du mois.* *Cette date est fixée au dernier jour du mois.*

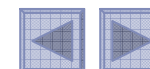
### Compte bancaire

Titulaire du compte bancaire \* : Monsieur DUPUIS Qualité du titulaire \* : Requérant ▼

Code IBAN \* : FR9701234567890123456 Code BIC \* : BNP5678901

Code devise \* : euro (EUR) ▼

 [Valider](#)



# Le relevé d'achats/importations

## 3 - Relevé de factures d'achat et/ou documents d'importation

### Saisie d'une opération

Type d'opération \* :  Acquisition  Importation

### Information sur l'acquisition ou sur l'importation

Numéro de référence \* : 2XA-F0022 Date de délivrance \* : 15 / 02 / 2010

Facture simplifiée \* : Non

### Fournisseur

Nom du fournisseur \* : ACCOR HOTEL

Adresse postale : 14 Rue de Vienne L-1001 LUXEMBOURG

Code pays de l'adresse postale : Luxembourg (LU)

### Numéro d'identification TVA du fournisseur

*Un seul des champs 'Numéro de TVA intracommunautaire' ou 'Numéro d'identification Fiscale' doit être saisi.*

Préfixe pays fournisseur \* : Luxembourg (LU)

Numéro de TVA Intracommunautaire \* : LU1236541254 Numéro d'identification Fiscale \* :

### Description des biens

Code bien ou service principal \* : Hébergement (6)  Sous-code :

Langue utilisée pour décrire la nature du bien \* :

Nature du bien \* :

Code bien ou service secondaire \* : autres (10)  Sous-code :

Langue utilisée pour décrire la nature du bien \* : Français (FR)

Nature du bien \* : location matériel

### Description de l'opération

Code devise : EUR  
Montant imposable \* : 2000,00 € Montant de la TVA \* : 30 |  €

### Déduction

Taux de prorata de déduction \* : 100 % Montant de la TVA déductible :

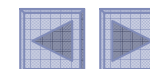
*Pour valider la saisie de la facture d'achat et/ou document d'importation, cliquer sur le bouton 'Ajouter opération' > Ajouter opération*

### Relevé de factures d'achat et/ou documents d'importation :

| Numéro opération | Opération   | Numéro de référence | Date de délivrance | Nom du fournisseur | Code bien ou service principal | Code bien 2 | Montant imposable | Montant de la TVA | Taux de prorata de déduction | Montant de la TVA déductible |             |
|------------------|-------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------|-------------|-------------------|-------------------|------------------------------|------------------------------|-------------|
| 1                | Acquisition | 888334              | 01/02/2010         |                    | 10                             | 10          | 23456,78          | 1234,56           | 100                          | 1234,56                      | > Supprimer |
| 2                | Acquisition | 833472              | 01/02/2010         |                    | 10                             | 10          | 3456              | 34,5              | 100                          | 34,5                         | > Supprimer |

Montant du remboursement demandé : 1269,06 €

> Suivant > Annuler



## Rattachement des pièces jointes



impots.gouv.fr  AIDE

**MON ESPACE** 

 Quitter

 **Effectuer une démarche** .....

1 Sélectionner une démarche 2 Remplir le formulaire **3 Joindre un document** 4 Demander une notification 5 Accusé de réception

Si vous n'avez pas de documents à joindre, cliquez sur le bouton "Suivant" pour passer directement à l'étape suivante.

Vous pouvez joindre plusieurs fichiers dans la limite d'un total de **5 Mo**  
Seuls les fichiers au format PDF, JPEG et TIFF sont admis. Si tel n'est pas le cas, votre document ne sera pas pris en compte.


Pièce jointe    [Ajouter](#)


Cliquez sur le bouton "Suivant" pour envoyer les documents.


 [Suivant](#)



# Enregistrement de la démarche

impots.gouv.fr  AIDE

**MON ESPACE** 

 Quitter

**Effectuer une démarche** .....

1 Sélectionner une démarche 2 Remplir le formulaire 3 Joindre un document 4 **Demander une notification** 5 Accusé de réception


Si vous souhaitez être informé par courriel de la fin du traitement de votre démarche, cochez la case ci-dessous, et complétez le champs "Courriel" si nécessaire.


Je souhaite être averti :


Courriel :

Courriel (confirmation) :

[» Suivant](#)

impots.gouv.fr  AIDE

**MON ESPACE** 

 Quitter

**Effectuer une démarche** .....

1 Sélectionner une démarche 2 Remplir le formulaire 3 Joindre un document 4 Demander une notification 5 **Accusé de réception**



Votre démarche a bien été enregistrée sous le N° ZU-934.

**Informations usager**

SIREN : 303434591  
Raison sociale : SA SILLIKER  
Adresse de l'établissement principal : 1 rue De La Croix Des Maheux 95000 Cergy

N° de la démarche : ZU-934  
Date de la demande : 12/06/2009 11:31  
Votre démarche concerne : Remboursement TVA dans l'UE  
Service(s) destinataire(s) : Allemagne

Si vous souhaitez envoyer l'accusé de réception par courriel : [» Envoyer](#)  
Si vous souhaitez imprimer l'accusé de réception : [» Imprimer](#)

[» Fermer](#)  

## La mise en œuvre de la procédure par la DGFiP en tant qu'Etat membre de remboursement

*Service de la gestion fiscale*

*Sous-direction des professionnels et de  
l'action en recouvrement*

**Bureau GF-2A**

# La mise en œuvre de la procédure par la DGFIP en tant qu'EM de remboursement

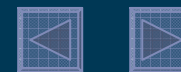
---

## La prise en charge des demandes :

- L'interlocuteur des entreprises étrangères restera le Service de remboursement de la TVA de la DRESG à Noisy-le-Grand
- Le SR-TVA disposera de nouveaux outils informatiques pour traiter les demandes de remboursement transmises sous forme de fichiers électroniques par l'Etat membre d'établissement

## Le traitement des demandes :

- **L'accusé de réception** sera notifié au requérant **par voie électronique**, via le relais de l'EM d'établissement
- La DGFIP adressera, **pour information, une notification de décision** par voie électronique, via le relais de l'EM d'établissement
- Pour les décisions portant grief, le message électronique sera complété par une **notification transmise par voie postale**



# La mise en œuvre de la procédure par la DGFIP en tant qu'EM de remboursement

---

## Les « préférences » de la France :

- Monnaie : euro
- Sous-codes de nature des biens/services acquis : en attente de la liste définitive proposée par la Commission
- Copie de factures : obligation de transmission pour les factures dont la base d'imposition est > 1 000 €, ou 250 € s'il s'agit de carburant
- Pour les fichiers dont la taille excède 5 Mo : à déterminer
- Description des activités : classification NACE et description littérale
- Préférences linguistiques : français ou anglais
- Période de remboursement : minimum de 3 mois civils
- **Mandataires** : maintien du dispositif existant



## Le calendrier de mise en œuvre

### Information des usagers

- différents types d'informations pratiques seront mises en ligne sur le portail fiscal au cours du dernier trimestre 2009 :

- ❖ pour les entreprises françaises
- ❖ pour les entreprises étrangères

### Transposition

- la transposition du texte interviendra à la fin de l'année 2009 et sera complétée par une instruction administrative

### Mise en service du portail

- le nouveau portail électronique devrait entrer en service à compter du 5 janvier 2010

### Assistance pour les usagers

- en cas de difficultés techniques les usagers pourront contacter le service d'assistance pour les téléprocédures par téléphone ou par mail
- pour les questions d'ordre général, les usagers pourront contacter leur Service des impôts des entreprises (SIE) ou le centre « Impôts-Service »